



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-NEUVIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le mercredi 13 juin 2012 — N° 121

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon**

QUÉBEC

La séance est ouverte à 9 h 44.

AFFAIRES COURANTES

Déclarations de députés

Mme Weil (Notre-Dame-de-Grâce) fait une déclaration afin de souligner la Journée mondiale des réfugiés.

M. Pelletier (Rimouski) fait une déclaration afin de souligner l'anniversaire du village d'Esprit-Saint, terre d'accueil depuis 75 ans.

Mme Gaudreault (Hull) fait une déclaration afin de souligner les quinze ans de Eau-Bois.

Mme Doyer (Matapédia) fait une déclaration concernant la Maison des naissances Colette-Julien.

M. Grondin (Beauce-Nord) fait une déclaration afin de souligner le 275^e anniversaire de Saint-Joseph-de-Beauce.

13 juin 2012

M. Drolet (Jean-Lesage) fait une déclaration concernant le Tournoi de golf BMW-Ville de Québec au profit de la Fondation du Centre de réadaptation Ubaldo-Villeneuve.

M. Simard (Kamouraska-Témiscouata) fait une déclaration afin de féliciter Mme Ariane Perron-Langlois, récipiendaire du prix Lizette-Gervais.

M. Chevarie (Îles-de-la-Madeleine) fait une déclaration afin de féliciter M. Achille Hubert, récipiendaire de l'Ordre national du Québec.

M. Blanchet (Drummond) fait une déclaration afin de souligner le « Défi Loïc 12 h vélo Leucan ».

M. Matte (Portneuf) fait une déclaration afin de rendre hommage à M. Mario Larue, Portneuvois qui œuvre pour la Société canadienne du cancer.

À 9 h 57, Mme Houda-Pepin, première vice-présidente, suspend les travaux pour quelques instants.

Les travaux reprennent à 10 h 11.

Moment de recueillement

13 juin 2012

Présentation de projets de loi

M. Fourmier, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 81 Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et d'autorité parentale

La motion est adoptée.

En conséquence, l'Assemblée est saisie du projet de loi n° 81.

Dépôts de documents

Mme Courchesne, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, dépose :

Le rapport annuel de gestion du Secrétariat du Conseil du trésor, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2012;

(Dépôt n° 1500-20120613)

Le plan stratégique 2012-2015 du Secrétariat du Conseil du Trésor.

(Dépôt n° 1501-20120613)

M. Gignac, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, dépose :

Le rapport annuel de la Régie de l'énergie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2012.

(Dépôt n° 1502-20120613)

13 juin 2012

M. Paquet, ministre délégué aux Finances, dépose :

Les rapports annuels suivants de l'Autorité des marchés financiers, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2011 :

Assurances	(Dépôt n° 1503-20120613)
Tarification automobile	(Dépôt n° 1504-20120613)
Coopératives de services financiers	(Dépôt n° 1505-20120613)
Sociétés de fiducie et sociétés d'épargne	(Dépôt n° 1506-20120613)

M. Fournier, leader du gouvernement, dépose :

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 9 mai 2012 par Mme Beaudoin (Mirabel), concernant les services offerts aux enfants présentant des troubles d'apprentissage.

(Dépôt n° 1507-20120613)

M. le président dépose :

Le plan stratégique 2012-2015 du Vérificateur général du Québec;

(Dépôt n° 1508-20120613)

Le calendrier des travaux de l'Assemblée, pour l'année 2012-2013.

(Dépôt n° 1509-20120613)

Dépôts de rapports de commissions

M. Paradis (Brome-Missisquoi), à titre de président, dépose :

13 juin 2012

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles qui, les 6, 7, 11 et 12 juin 2012, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 51, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux concernant principalement la sécurité et le bien-être des animaux. Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 1510-20120613)

M. Marsan (Robert-Baldwin), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission de la culture et de l'éducation qui, le 12 juin 2012, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 76, Loi modifiant la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles. Le rapport ne contient pas d'amendement au projet de loi.

(Dépôt n° 1511-20120613)

Dépôts de pétitions

M. Khadir (Mercier) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 336 citoyens et citoyennes du Québec, concernant la tenue d'audiences publiques sur le projet de mégaporcherie à Saint-François-Xavier-de-Brompton.

(Dépôt n° 1512-20120613)

M. Charette (Deux-Montagnes) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 576 citoyens et citoyennes du Québec, concernant le prix des médicaments.

(Dépôt n° 1513-20120613)

13 juin 2012

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Pelletier (Rimouski) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 19 115 citoyens et citoyennes du Québec, concernant le pouvoir d'achat des personnes retraitées des secteurs public et parapublic.

(Dépôt n° 1514-20120613)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Khadir (Mercier) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 224 citoyens et citoyennes du Québec, concernant la tenue d'audiences publiques sur le projet de mégaporcherie à Saint-François-Xavier-de-Brompton.

(Dépôt n° 1515-20120613)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. D'Amour (Rivière-du-Loup) :

L'extrait d'une pétition, signée par 7 355 citoyens et citoyennes du Québec, concernant la modification du Règlement sur les aides auditives.

(Dépôt n° 1516-20120613)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le président, M. Fournier, leader du gouvernement, retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, Mme Roy (Lotbinière) dépose :

13 juin 2012

Copie d'un document intitulé « Suivi des informations contractuelles (SIC) – Contrats accordés – Contrats de construction et services de 5 000 \$ à 24 999,99 \$ adjugés par le MTQ-DGQE ».

(Dépôt n° 1517-20120613)

Motions sans préavis

M. Fournier, ministre de la Justice, conjointement avec M. St-Arnaud (Chambly) et M. Caire (La Peltrie), présente une motion concernant la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Pagé (Labelle), conjointement avec Mme Courchesne, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M. Curzi (Borduas), M. Khadir (Mercier), M. Aussant (Nicolet-Yamaska) et M. Bonnardel (Shefford), propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne la participation d'une équipe de l'Assemblée nationale au Grand Défi Pierre Lavoie. À partir de vendredi et jusqu'au 17 juin, cette équipe parcourra 1 000 kilomètres à vélo pour soutenir les saines habitudes de vie et améliorer la qualité de vie et la santé des jeunes et des familles;

QUE l'Assemblée nationale félicite Pierre Lavoie pour cette initiative qui rejoint tout le Québec et remercie tous les collègues et employés qui la supporte.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Gauthier, leader adjoint du gouvernement, convoque :

- la Commission des finances publiques, afin d'entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 212, Loi concernant la transformation de La Survivance, compagnie mutuelle d'assurance vie; et afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 73, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 20 mars 2012;
- la Commission de l'aménagement du territoire, afin d'entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 214, Loi concernant la Ville de Saguenay;
- la Commission de la santé et des services sociaux, afin d'entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 216, Loi concernant le Centre d'accueil Dixville inc.; puis afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 59, Loi concernant le partage de certains renseignements de santé;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 27, Loi sur la Société du Plan Nord.

Mme Houde-Pepin, première vice-présidente, donne l'avis suivant :

- la Commission de la santé et des services sociaux se réunira en séance de travail afin de présenter le nouveau modèle du document de soutien pour le mandat sur les agences de la santé et des services sociaux.

AFFAIRES DU JOUR

Débats sur les rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'administration publique qui a siégé afin de procéder aux auditions suivantes : le 31 janvier 2012, concernant les services de garde éducatifs à l'enfance; le 1^{er} février 2012, concernant l'application de la Loi sur le développement durable; le 22 février 2012, concernant l'indemnisation des personnes ayant subi un accident; le 9 mai 2012, concernant le rapport annuel de gestion 2010-2011 du Secrétariat du Conseil du trésor. La commission s'est également réunie en séances de travail les 7 décembre 2011, 31 janvier, 1^{er} et 15 février, 2 et 29 mai 2012 relativement à ces mandats. Le rapport contient 10 recommandations.

Mme Houda-Pepin, première vice-présidente, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la tenue de ce débat restreint : 16 minutes sont allouées aux députés indépendants qui souhaitent intervenir, sous réserve d'un maximum de 5 minutes par député; le reste du temps sera partagé également entre le groupe parlementaire formant le gouvernement et le groupe parlementaire formant l'opposition officielle. Dans ce cadre, le temps non utilisé par les députés indépendants sera redistribué également entre le groupe parlementaire formant le gouvernement et le groupe parlementaire formant l'opposition officielle. Le temps non utilisé par le groupe parlementaire formant le gouvernement ira au groupe parlementaire formant l'opposition officielle et vice-versa. Les interventions ne seront soumises à aucune limite de temps.

Le débat s'ensuit.

À la demande de Mme Houda-Pepin, première vice-présidente, Mme Bouillé (Iberville) retire certains propos non parlementaires.

À la demande de Mme Houda-Pepin, première vice-présidente, M. Girard (Gouin) retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 13 heures.

13 juin 2012

À 13 h 10, Mme Houda-Pepin, première vice-présidente, suspend les travaux jusqu'à 15 heures.

Les travaux reprennent à 15 heures.

L'Assemblée poursuit le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission de l'administration publique qui a siégé afin de procéder aux auditions suivantes : le 31 janvier 2012, concernant les services de garde éducatifs à l'enfance; le 1^{er} février 2012, concernant l'application de la Loi sur le développement durable; le 22 février 2012, concernant l'indemnisation des personnes ayant subi un accident; le 9 mai 2012, concernant le rapport annuel de gestion 2010-2011 du Secrétariat du Conseil du trésor. La commission s'est également réunie en séances de travail les 7 décembre 2011, 31 janvier, 1^{er} et 15 février, 2 et 29 mai 2012 relativement à ces mandats. Le rapport contient 10 recommandations.

Le débat prend fin et, conformément à l'article 95 du Règlement, n'entraîne aucune décision de l'Assemblée.

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 64, Loi favorisant l'accès à la justice en matière familiale.

Le rapport est adopté.

13 juin 2012

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Fournier, ministre de la Justice, propose que le projet de loi n° 64, Loi favorisant l'accès à la justice en matière familiale, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 64 est adopté.

M. Lessard, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, propose que le projet de loi n° 69, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 69 est adopté.

M. Gauthier, leader adjoint du gouvernement, propose l'ajournement des travaux au jeudi 14 juin 2012, à 9 h 45.

La motion est adoptée.

À 16 h 15, M. Ouimet, deuxième vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 14 juin 2012, à 9 h 45.

Le Président

JACQUES CHAGNON